



La crise financière et ses effets sur les femmes de la région
Groupe des femmes parlementaires : Réunion 08
30 Août – 1 Septembre 2012. Ville de Panama, Panama
Experte : Mayra Buvinic (Chili)

RAPPORT

Le Groupe de travail du *Groupe des femmes parlementaires* s'est réuni lors de la 9^{ème} Assemblée plénière de ParlAmericas dans la Ville de Panama, Panama, les 30 et 31 août 2012 avec la participation de délégués de *l'Argentine, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de l'Équateur, du El Salvador, de la Jamaïque, du Mexique, du Panama, du Paraguay, du Suriname et du Venezuela.*

Le groupe « **La crise financière et ses effets sur les femmes de la région** » a été présidé par Linda Machuca (Équateur), Présidente du Groupe des femmes parlementaires, et avait les objectifs suivants:

- Réfléchir sur la crise économique et sur ses effets sur les femmes
- Déterminer les caractéristiques uniques des femmes à titre de personnes vulnérables dans une crise économique
- Définir le contexte social et historique qui engendre la crise économique, de même que ses composantes financières
- Définir les éventuelles politiques gouvernementales qui protègent les femmes et les appuient en période de ralentissement économique

NOTE EXPLICATIVE

Le Groupe des femmes parlementaires souligne que ses objectifs s'articulent autour des préoccupations majeures et des problèmes qui affligent les femmes dans l'hémisphère. Cette fois, le Groupe a travaillé sur la crise économique actuelle et, pour cette raison, nos recommandations mettent l'accent sur l'impact que cette crise produit chez les femmes des Amériques.

Nous considérons qu'il faut souligner que les crises économiques ont tendance à avoir des effets négatifs en termes d'égalité entre les sexes. En général, ces crises ont un impact négatif plus important sur les groupes vulnérables de la société, y compris les enfants et les femmes. Les conditions de travail des femmes en Amérique latine ont toujours été plus précaires et moins stables que celles des hommes. Cela les rend particulièrement vulnérables à la baisse de la demande de main d'œuvre, ce qui s'observe dans les salaires en période de crise. De plus, dans ces périodes, la violence contre les femmes augmente. Il est donc important de prendre en compte l'égalité des sexes et les droits des femmes dans la conception des politiques et des mesures contre la crise financière.

RECOMMANDATIONS

1. Encourager le secteur privé d'embaucher la main-d'œuvre féminine dans les périodes de contraction économique. (Ceci s'oppose à la présomption normale que c'est l'homme qui a besoin d'emplois). Financer, avec fonds de l'état, des programmes de formation professionnelle de qualité pour les jeunes.

2. Promouvoir des initiatives positives pour s'assurer que le système bancaire fournisse des services financiers aux femmes en état de pauvreté. Promouvoir, avec ces services bancaires, des politiques de crédit qui encouragent l'épargne.
3. Légiférer pour construire, créer et améliorer, avec des ressources humaines, techniques et financières, des centres de soins de qualité pour les personnes âgées, les enfants, les personnes handicapées et autres ressources similaires pour prodiguer des soins qui, traditionnellement, ont été attribués aux femmes. Ceci est une des raisons qui ne permettent pas aux femmes de quitter leur foyer pour travailler à l'extérieur.
4. Légiférer afin que des systèmes d'évaluation des impacts rigoureux et périodiques soit mis en place pour les investissements publics, et s'assurer que les résultats de ces évaluations définissent le contenu et les orientations des futurs investissements.
5. Surveiller et s'assurer que les politiques de transfert conditionnel de revenus stimulent le changement culturel nécessaire pour aider à sortir les gens de spirale de la pauvreté (santé, éducation, emploi formel, etc.)

Linda Machuca (Équateur), présidente

Jennifer Simons (Suriname), vice-présidente

Mónica Zalaquett (Chili), secrétaire